

DU MÊME AUTEUR
AUX ÉDITIONS ALLIA

Chine trois fois muette
Leçons sur Tchouang-tseu
Études sur Tchouang-tseu
Notes sur Tchouang-tseu et la philosophie
Contre François Jullien
Essai sur l'art chinois de l'écriture et ses fondements
Quatre essais sur la traduction
Lichtenberg
Un paradigme
Esquisses
Une rencontre à Pékin
Une autre Aurélia
Demain l'Europe
Pourquoi l'Europe
L'Art d'enseigner le chinois
Les Gestes du chinois
Le Propre du sujet
Court Traité du langage et des choses
Héraclite, le sujet
Bonnard, Giacometti, P.
Une révolution dans la pensée
Li Zhi, philosophe maudit

JEAN FRANÇOIS BILLETER

Nouvelles Esquisses



ÉDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e

2025

Je garde la forme des *Esquisses*¹ parce qu'elle ménage des pauses, qui permettent au lecteur de s'arrêter. Mais, cette fois-ci, je lui présente plutôt une esquisse d'un seul tenant, l'ébauche d'un raisonnement soutenu de part en part en dépit du discontinu de la forme. Ce tout comporte tout de même des parties, que j'ai indiquées. J'ai mis à part à la fin quelques notes sur des points particuliers.

En couverture : Léonard de Vinci, *Un déluge*, vers 1517-1518. Craie noire sur papier. Windsor, Royal Collection.
© Éditions Allia, Paris, 2025.

1. Celle des *Esquisses* parues chez le même éditeur en 2018 dans une édition remaniée, plusieurs fois rééditée depuis.

LE HASARD

LE hasard me sert. Il le fait souvent. Je me suis demandé pourquoi. Je crois que voici la raison : je tâte de beaucoup de choses et je décide très vite si une chose m'intéresse ou pas. Si c'est non, je passe.

Il y a quelque temps, je suis tombé dans une librairie sur un petit volume intitulé *Nihilisme et politique*. Il contient trois conférences que le philosophe allemand Leo Strauss (1899-1973) a données en anglais en 1941 et 1962. Parce que d'origine juive, il avait fui l'Allemagne en 1932, en France d'abord, puis en Angleterre. Il a ensuite vécu aux États-Unis. Ces conférences sont précédées d'une précieuse introduction d'Olivier Sedeyn, le traducteur.¹

Cette rencontre a suscité dans mon esprit des réflexions de deux ordres, les unes sur

1. *Nihilisme et politique*, traduit de l'anglais et présenté par Olivier Sedeyn, Paris, Payot & Rivages, 2001, 2004, 2020, 155 p. (collection Rivages Poche). Les conférences sont intitulées "Sur le nihilisme allemand", "La crise de notre temps" et "La crise de la philosophie politique".

la situation présente de l'Europe et sur son avenir, les autres sur le *sujet*, c'est-à-dire sur nous-mêmes en tant que *sujets*. Je les considère comme intimement liées et je vais tenter de montrer pourquoi.

Nihilisme et politique m'a d'abord fait découvrir la philosophie d'Aristote. La philosophie politique, dit Aristote, a pour objet les fins véritables de l'homme. Pour déterminer quelles sont ces fins, il considère la *pólis* grecque de son temps. Elle est plus que la ville ou la cité. Elle est, plus largement, le pays où vit le citoyen et qu'il est prêt à défendre s'il le faut. Aristote affirme qu'elle a pour fin la béatitude et se demande comment créer dans la *pólis* les conditions de ce bonheur; quel est, autrement dit, le meilleur régime. Il répond que c'est celui qui permet à chaque citoyen, s'il en fait l'effort, d'accéder à l'excellence humaine et que l'excellence humaine réside dans la contemplation, *théôria*, qui est la juste appréhension de soi et de la réalité. Cette appréhension, dit-il, est le bonheur suprême.

Je ne sais comment les savants jugeront ce résumé, s'ils le lisent. Je me figure qu'Aristote l'aurait approuvé, et peut-être même apprécié, qui sait.

Lorsque j'ai découvert cette philosophie politique, un rapprochement tout à fait inattendu s'est produit: la *théôria* d'Aristote, ainsi définie, et la *connaissance du sujet* à laquelle je suis parvenu au fil des années étaient une seule et même chose. Conséquence: si l'étude de la *pólis* avait conduit Aristote à la *théôria*, je pouvais inversement partir de la connaissance du sujet et aboutir, non pas à la *pólis*, qui n'existe plus, mais à la question politique d'aujourd'hui: à l'Europe.

L'Europe est menacée dans son intégrité par deux puissances qui veulent sa désintégration, la Russie de Poutine et les États-Unis de Trump. La contre-révolution russe est ancienne, elle est impitoyable. L'américaine ébranle le monde en ce moment. Quoiqu'il arrive, les États-Unis ne seront plus la puissance protectrice de l'Europe.

L'Europe est en train de se rassembler pour se défendre et prendre en main son destin. Une idée nouvelle fait son chemin: elle doit à son tour devenir une puissance. Elle a toutes les ressources nécessaires pour cela, mais elle est arrêtée par un retard de la pensée: elle ne conçoit pas encore clairement que, pour

devenir une puissance, elle doit devenir un État souverain, et que cet État souverain ne peut être qu'une république – une république qui aura pour double vocation la puissance et la liberté. Il suffit de placer ce moment nouveau dans l'histoire pour comprendre que l'avènement de cette république ne sera pas une rupture avec son passé, mais son accomplissement naturel.

Le retard de la pensée : je pense à Marc Bloch, l'historien qui est entré dans la Résistance et qui a été fusillé par les Allemands en 1944. Il a analysé la défaite de 1940, qu'il a vécue sous les armes, dans un texte devenu classique, écrit dès 1940 : *L'Étrange Défaite*. La cause profonde de la débâcle, dit-il, a été *le retard de la pensée*, l'impréparation intellectuelle des dirigeants français, civils et militaires, de l'époque, voire de toute la classe dont ils étaient issus. Ils se sont laissés surprendre parce qu'ils n'avaient pas compris qui était l'ennemi, ce qu'il voulait et ce qu'il avait ouvertement préparé. Aujourd'hui, le retard de la pensée est autre. Il ne s'agit plus seulement de comprendre les intentions de l'ennemi et de se défendre, mais de concevoir une réalité nouvelle.

LA QUESTION POLITIQUE

Il suffit, disais-je. Non, cela ne suffit pas. Pour concevoir cette réalité nouvelle, il faut considérer des problèmes qui relèvent de la pensée politique et de la pensée philosophique. S'ils sont bien posés, ils sont simples. Le premier est de comprendre, dans son principe, l'acte par lequel la république européenne peut être créée. Le deuxième, quelle doit être, dans son principe, la forme de cette république. Le troisième, en quoi consiste la liberté.

Dans *De la république* (xxv/39), Cicéron a caractérisé l'acte fondateur et, par là même, l'essence de la république : “La république (*res publica*), dit-il, est la chose (*res*) du peuple (*publica*), mais le peuple n'est pas un simple rassemblement de gens, dit-il ensuite, il est le rassemblement d'une multitude d'individus qui se sont associés en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts.” Comprendons bien : ce n'est pas le peuple qui crée la république, mais la république qui crée le peuple. Les individus qui s'associent “en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts” instituent une république et *se constituent en peuple*, politiquement parlant.

Par cet acte souverain, ils créent un commencement. Ils se dissocient de leur passé, non pour le déprécier ou le renier, mais pour faire en sorte qu'il ne soit plus déterminant. Ils ne l'abolissent pas, mais s'en détachent pour agir sur un plan nouveau. Ils le font librement, cela va de soi. Ils le font par un accord sur le droit, car seul le droit peut créer une communauté d'égaux qui se reconnaissent les mêmes droits et les mêmes devoirs et dans laquelle la liberté de chacun peut être mise au service de la liberté de tous.

Dans sa forme, la république sera le dépassement des États-nations actuels. Dépassement double, vers le haut et vers le bas. Vers le haut, la république. Vers le bas, les régions. Les avantages de cette organisation ne se comptent pas.

D'abord, la république. Elle permettra aux Européens d'agir en commun pour assurer leur sécurité et défendre leurs justes intérêts. Au-dedans, elle leur simplifiera la vie par l'unification du droit et des services administratifs, allégés et rendus accessibles à tous par l'informatique et la traduction automatique ; simples, sûrs et gratuits.

Ensuite, les régions. Elles sont pour la plupart bien plus anciennes que les États-nations. Elles ont été des royaumes, des principautés, de vieilles républiques, et sont la véritable substance de l'Europe. La vie politique se dédoublerait. La république aurait ses institutions démocratiques (constitution, élections, deux chambres, etc.), chaque région aurait les siennes (constitution, élections, deux chambres, etc.). L'ensemble serait diversifié mais cohérent et, contrairement aux institutions de l'Union européenne, parfaitement lisible.

Le renouvellement de l'Europe par les régions ne se décrètera pas. Il devra mûrir. Certaines ont une individualité forte, forgée par l'histoire, parfois par une langue. Celles-là s'imposeront d'elles-mêmes. En France : la Bretagne, la Corse par exemple. Certaines sont soumises à deux États-nations et retrouveront leur unité naturelle : la Catalogne, le Pays basque. À travers toute l'Europe certaines iront de soi, d'autres devront être nouvellement définies. L'irrédentisme disparaîtra, qui a été cause de tant de guerres et le sera encore tant qu'il subsistera. Une région ne pourra pas agresser sa voisine sous prétexte qu'y vit une population qu'elle considère comme sienne.

Ces populations séparées seront réunies dans des régions qui leur seront propres.

L'Europe pourrait en compter une cinquantaine. Lors de cette réorganisation, les conflits d'intérêts seraient réduits par l'égalité des droits garantie par la république. L'expérience historique des Européens est d'une extraordinaire richesse. Ils y puiseront l'intelligence et la sagesse nécessaires à cette mue.¹

Depuis Victor Hugo, beaucoup de personnalités éminentes ont proposé que l'Europe, pour s'unir, se mue en une fédération, une confédération, une république fédérative, en États-Unis d'Europe. L'idée de fédération a fait avancer l'Europe, mais elle est devenue un obstacle, car c'est l'essence de l'État-nation d'être souverain et de ne pouvoir admettre au-dessus de lui une souveraineté supérieure. Les Européens voient bien qu'ils ne peuvent plus progresser par des accords entre ces États, accords qui, dans l'état présent des choses, sont inévitablement de plus en plus nombreux, de plus en plus compliqués

1. J'ai déjà présenté ces idées dans deux brefs essais, *Demain l'Europe* et *Pourquoi l'Europe. Réflexions d'un sinologue*, parus chez Allia en 2019 et 2020.

et de moins en moins intelligibles pour les citoyens. Il n'est qu'une façon de sortir de cette impasse : abandonner l'idée fédéraliste, adopter l'idée de la république. C'est la seule façon, pour les Européens, de former une véritable communauté politique et d'être capables d'avoir une volonté commune.

Sans doute faut-il une certaine philosophie de l'histoire pour concevoir pareil changement. Il faut avoir admis qu'il y a dans l'histoire des moments d'*invention*, où surgit une idée nouvelle que la situation appelle et qui change la donne. Il y en a de grands exemples. Ce qui s'est joué au Jeu de Paume le 23 juin 1789 en est un. Le roi a décidé de mettre fin aux États généraux. À l'envoyé venu transmettre l'ordre, Mirabeau, qui les préside, a répondu : "La nation donne des ordres, elle n'en reçoit pas".¹ Ce mot fut le début de la Révolution. Il fut un *événement*. Des *événements*, nous en avons tous connus – de grands, de petits, de

1. Sur le moment, dans le brouhaha qui régnait, ce mot fameux n'a pas résonné avec la clarté qu'on lui a prêtée ensuite, mais il a été prononcé. Voir Emmanuel de Waresquiel, *Sept jours, 17-23 juin 1789, la France entre en révolution*, Tallandier, 2023 (coll. Texto), p. 353-357.

minuscules. Ils sont toujours de même nature : des forces s'unissent et produisent un *commentement* qui nous étonne et qui étonne les autres. Il faut à la république européenne, d'une façon ou d'une autre, un moment premier. Un moment machiavélien, disent les historiens de la pensée politique¹ – ou cicéronien.

LA CONNAISSANCE DU SUJET

Voici maintenant le problème philosophique. Des institutions peuvent créer les conditions de la liberté, pas la liberté elle-même. Le droit peut la garantir, non la créer. L'article premier de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* proclame que "les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits", mais le droit ne crée pas à lui seul des hommes libres. Si l'on veut la liberté, il faut se demander comment on *devient* libre. Cela, la *Déclaration* ne le dit pas. C'est pourtant une question

1. *Le Prince*, chap. xxvi : "Rien ne donne autant de gloire à un homme nouveau que de créer de nouvelles lois et de nouveaux gouvernements, choses qui lui valent toujours le respect et l'admiration si elles ont de la grandeur et de solides fondements." Ce qui fait la gloire d'un homme nouveau peut faire celle d'un peuple qui s'institue lui-même.

essentielle, car on ne saurait lutter pour la démocratie sans lutter, plus fondamentalement, pour la liberté, ni pour la liberté sans se demander ce qu'est un sujet libre, et comment on le devient. On ne peut répondre à ces questions que par la connaissance du sujet humain.

Voici une brève présentation de celle à laquelle je suis parvenu au fil des années, sans l'avoir cherchée d'abord. À ceux qui ont lu mes précédents essais, cette présentation n'apportera rien de nouveau. Elle leur fournira peut-être un rappel, ou une vue d'ensemble. Cette connaissance est d'un genre nouveau, qui s'acquiert par une voie nouvelle.

Cette suite doit être lue lentement, comme un *adagio*, succédant à l'*allegro vivace* du début.

À un certain moment, il y a des années, j'ai eu l'intuition que *tout est activité* et que j'étais moi-même *activité*. J'étais *de l'activité* qui, de l'intérieur, se percevait elle-même et qui, à mesure qu'elle s'observait, se percevait de mieux en mieux. J'ai mis des mots sur ce qui retenait mon attention. De ces mots sont nées des idées et de ces idées des raisonnements qu'il m'a suffi de suivre jusqu'au bout.